



CDD-15 : vues régionales.

par YIL Agence | Thématique: Energie | Rubrique: Manifestations Colloques

Le vice-président de la CDD-15, Frances Lisson (Australie) a invité les représentants des commissions régionales des Nations Unies et les organisations régionales à présenter leurs points de vue. AFRIQUE : La COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE a fourni des détails concernant les priorités politiques de l'Afrique. Au sujet de l'énergie au service du développement durable, le représentant a appelé à une réponse institutionnelle coordonnée pour la promotion d'une politique énergétique favorable aux pauvres et a suggéré l'énergie nucléaire comme option. Au sujet du développement industriel, il a souligné l'importance du transfert des technologies, de la responsabilité sociale des entreprises et de la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires. Au sujet des changements climatiques, de la pollution de l'air et de l'atmosphère, il a recommandé d'améliorer la cohérence des politiques, y compris les stratégies régionales pour l'atténuation et l'adaptation, et l'intégration de la lutte contre les changements climatiques dans les stratégies pour la réduction de la pauvreté. Au sujet des thèmes transversaux, il a souligné la nécessité de créer des capacités en Afrique et de mobiliser des financements publics et privés.

La BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT a appelé, entre autres, à l'amélioration des cadres institutionnels et politiques, à la promotion de la pénétration des marchés des sources d'énergie renouvelables et à une utilisation plus efficace des ressources en Afrique. Soulignant le rôle de la Banque africaine de développement dans le financement du secteur de l'énergie, le représentant a expliqué qu'elle apporte sa contribution au Cadre de la Banque mondiale pour l'énergie propre et le développement. Il a souligné le besoin important d'investissements publics et privés. La CÔTE D'IVOIRE a posé la question de savoir si l'hydroélectricité était appropriée pour un continent souffrant de pénuries d'eau. Le ZIMBABWE a fait l'éloge des efforts fournis par les deux banques, mais a remis en question l'effet réel de leur travail, s'il était mesuré par la disponibilité de l'énergie pour la famille moyenne. Le délégué des ONG a déclaré que l'énergie nucléaire n'est ni propre ni sûre et qu'elle ne devrait pas être considérée comme étant une option politique viable. Le SENEGAL a souligné que les pays en développement devraient tirer profit des projets disposant de capacités locales en matière de lutte contre les changements climatiques.

ASIE-PACIFIQUE : Le représentant de la COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE a parlé du défi consistant à établir un équilibre entre la croissance économique et la durabilité environnementale dans la région Asie-Pacifique. Il a souligné, entre autres, l'importance de la coopération régionale pour la réalisation de la sécurité énergétique et du besoin de promouvoir les technologies écologiquement rationnelles auprès des petites et moyennes entreprises et de renforcer les intermédiaires financiers pour les projets relevant du MDP.

EUROPE, AMERIQUE DU NORD ET AUTRES : La COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE (UNECE) a déclaré que la Convention sur la pollution atmosphérique trans-frontière de longue portée peut servir de modèle pour d'autres régions. Un autre représentant de l'UNECE a décrit ses objectifs politiques en matière de sécurité énergétique, ses préoccupations d'ordre environnemental et la libéralisation des marchés de l'énergie. Il a parlé du projet d'Efficacité énergétique 21, qui vise à élaborer et à financer des programmes d'efficacité énergétique en Europe orientale, et de la tenue d'un forum intergouvernemental pour la promotion d'une énergie propre issue des combustibles fossiles.

[CDD15]

Les liens connexes

-  [la dépêche sur Médiaterre](#)
-  [Source de la dépêche \(123 hits\)](#)
-  [Source : Bulletin des Négociations de la Terre \(107 hits\)](#)

modéré par WOWOGNO